

Afrique : les difficultés de l'urbanisation

L'Afrique s'urbanise. Mais la croissance rapide des villes dans un contexte de crise s'accompagne de difficultés considérables pour toute une partie de la population, qui ne sont pas sans effet sur la situation démographique.

En 1950, seulement 14,5% de la population africaine résidait dans les villes. En 1990, c'était près du tiers (32%), soit sensiblement la même proportion qu'en Asie (31,2%), mais bien moins qu'en Europe (73,4%) ou qu'en Amérique latine (71,5%). Les Nations unies prévoient qu'à l'horizon 2025 plus de la moitié des Africains vivront en ville (54,1%).

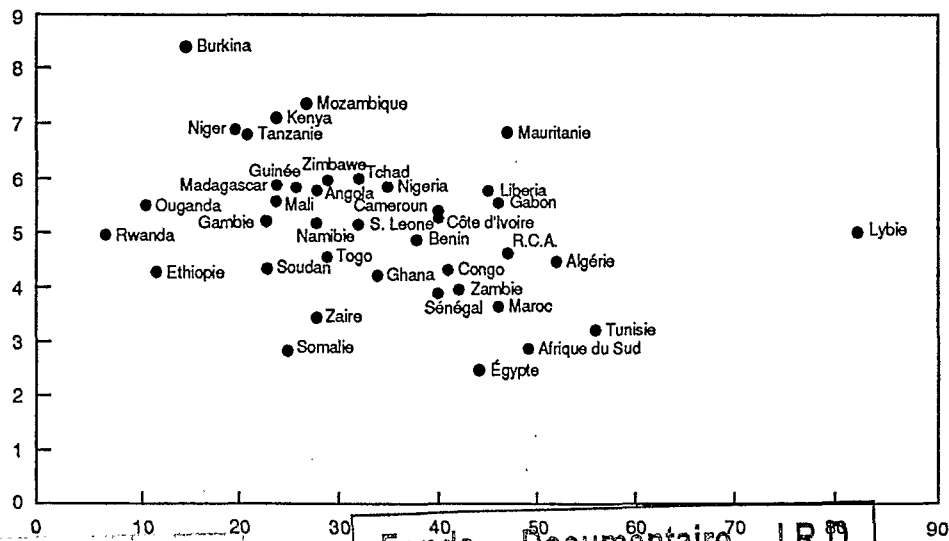
Contrairement au discours ambiant, il est peu probable, ni même vraiment souhaitable, que l'urbanisation se ralentisse. Non seulement l'agriculture n'engendre pas suffisamment d'emplois, mais l'amélioration de la situation en milieu rural passe par une augmentation de la productivité, qui libérera encore de la main-d'œuvre agricole. En revanche, la

concentration de consommateurs en ville assure des débouchés nouveaux au milieu rural et favorise une reconversion des cultures de rente vers le vivrier.

Dans l'ensemble, les pays déjà fortement urbanisés ont un rythme de croissance urbaine plus faible. La *figure* illustre bien la situation. Les pays les moins urbanisés sont essentiellement ceux d'Afrique de l'Est ou du Centre; certains, comme le Burkina-Faso ou le Niger, enregistrent une forte croissance de leur population urbaine (plus de 8% pour le Burkina-Faso par exemple). A l'opposé, dans des pays urbanisés à plus de 50% comme la Tunisie, la croissance n'est que de 3% par an. Sur le pourtour méditerranéen, dans l'ensemble déjà fortement urbanisé, le mouvement se ralentit. Une quinzaine de pays ont un taux d'urbanisation supérieur à 40%. La Libye constitue un cas à part avec 80% de la population concentrés dans la capitale, et le maintien d'un taux de croissance urbaine à plus de 5% par an.

RELATION ENTRE TAUX DE CROISSANCE URBAINE DE 1985-1990 ET TAUX D'URBANISATION EN 1990

Taux annuel de croissance urbaine (en %)



010022503

Fonds Documentaire IRD
pourcentage de population urbaine

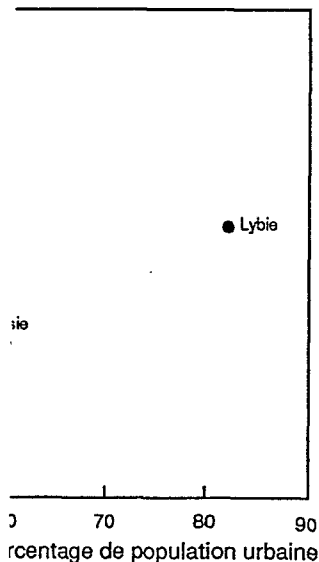
Cote : B* 22503 EX : 1

Urbanisation

de consommateurs en ville touchés nouveaux au milieu se une reconversion des cul-vers le vivrier.

semble, les pays déjà forte- ont un rythme de croissance ible. La figure illustre bien la s les moins urbanisés sont it ceux d'Afrique de l'Est ou ertains, comme le Burkina- iger, enregistrent une forte leur population urbaine (plus Burkina-Faso par exemple). ns des pays urbanisés à plus ne la Tunisie, la croissance 3% par an. Sur le pourtour , dans l'ensemble déjà forte- i, le mouvement se ralentit. e de pays ont un taux d'urba- ieur à 40%. La Libye consti- rt avec 80% de la population ns la capitale, et le maintien croissance urbaine à plus de

Taux d'urbanisation en 1990



Les mégapoles africaines

En Afrique, l'essentiel de la population urbaine réside dans des villes de moins de 500 000 habitants ; mais les villes de plus d'un million d'habitants exercent une attraction croissante. En 1990, les villes de cette dimension rassemblaient 35,6% de la population urbaine mondiale, particulièrement en Amérique du Nord (49,2%) et en Amérique latine (41,4%). Le phénomène est plus récent en Afrique : en 1950, seulement 10,7% de la population vivait dans de grandes agglomérations. Cette proportion atteignait 29% en 1990 et on l'estime à 39% pour 2010. Cette concentration est particulièrement marquée en Afrique du Nord ; en Afrique subsaharienne, seule la ville de Lagos dépasse les 5 millions d'habitants.

TABLEAU 1. — POURCENTAGE DE LA POPULATION URBAINE SELON LA TAILLE DES VILLES EN 1990

Région	Taille	5 à 10 millions	1 à 5 millions	0,5 à 1 million	Moins de 500 000
Afrique de l'Est	-	17	14	69	
Afrique Centrale	-	27	18	55	
Afrique de l'Ouest	12	12	11	65	
Maghreb	14	27	7	52	
Afrique Australe	-	31	15	54	
Ensemble de l'Afrique	8	21	12	59	

En 1990, vingt-cinq villes d'Afrique dépassaient le million d'habitants. La plupart sont des villes portuaires, ce qui traduit bien l'extraversion des économies africaines. Toutefois, la ville la plus peuplée, Le Caire, n'occupe, avec 8,6 millions d'habitants, que le dix-neuvième rang des agglomérations mondiales.

Les données présentées au tableau 2 sont des estimations et doivent être maniées avec prudence. On peut estimer qu'en 1995 certaines villes africaines ont rejoint le groupe des villes millionnaires, comme Lusaka, Harare ou Yaoundé. Certaines, comme Maputo ou Conakry, ont connu ces dernières années une croissance particulièrement rapide. Si quelques-unes connais-

sent un ralentissement, la plupart des grandes capitales croissent encore au rythme de 4% environ, soit un doublement en dix-sept ans. A ce rythme, les équipements urbains ont du mal à suivre. L'extension spatiale des grandes agglomérations pose de multiples problèmes, particulièrement en ce qui concerne le logement.

La politique du logement social a échoué en Afrique. Non seulement la construction est inférieure aux prévisions et ne couvre pas la demande, mais, de plus, le niveau des prix rend ces logements inaccessibles à ceux à qui ils étaient destinés : les logements prétendument sociaux se retrouvent la propriété des classes moyennes et aisées. Quelles que soient les politiques suivies, on a l'impression d'aboutir au même résultat dans la plupart des grandes villes africaines. Partout, le plus grand nombre se trouve exclu de l'accès au sol et au logement. Cet état de choses n'est pas sans conséquences démographiques.

TABLEAU 2. — VILLES AYANT PLUS D'UN MILLION D'HABITANTS EN 1990

Ville	Population en 1990 en millions d'habitants	Taux de croissance annuel 1985-90 (%)	Pourcentage de population urbaine dans le pays
Le Caire	8,6	2,3	37
Lagos	7,7	5,7	20
Kinshasa	3,5	4,3	33
Alexandrie	3,2	2,3	14
Alger	3,0	4,1	24
Casablanca	2,8	3,1	24
Tripoli	2,6	5,8	69
Le Cap	2,3	3,4	12
Abidjan	2,2	5,4	45
Khartoum	2,0	4,8	34
Tunis	1,8	4,1	39
Addis Abeba	1,8	3,9	30
Johannesburg	1,7	1,1	9
Maputo	1,6	7,2	41
Luanda	1,6	5,6	63
Dakar	1,6	4,9	55
Nairobi	1,5	5,9	27
Dar es Salam	1,4	5,4	27
Accra	1,4	3,4	28
Rabat	1,3	4,5	11
Ibadan	1,3	2,8	3
Conakry	1,1	6,2	76
Durban	1,1	1,3	6
East Rand	1,1	1,3	6
Douala	1,0	6,5	22

La fragmentation sociale accrue entraîne une marginalisation croissante de certaines fractions de la population urbaine, perceptible à travers certains indicateurs démographiques : c'est le cas pour la mortalité, qui varie selon les quartiers et les catégories sociales. Les difficultés économiques accrues que connaissent les populations urbaines se manifestent également dans le retard de l'âge au mariage des citadins, ou dans l'évolution de la composition des ménages.

L'exemple de Dakar

L'analyse de la situation dakaroise permet d'illustrer notre propos. La crise a affecté les entreprises modernes plus que le reste de l'économie urbaine : ce secteur a cessé d'être un débouché pour les jeunes. S'y est ajouté l'arrêt de l'embauche dans la fonction publique. Or le secteur informel n'a pas les capacités suffisantes pour accueillir l'ensemble des chômeurs, d'autant plus qu'il subit les contrecoups du ralentissement de l'activité. Quel que soit le secteur, la consommation n'est plus assez forte pour soutenir la production et cela réduit d'autant les possibilités de formation et d'embauche. Enfin, le Sénégal n'offre guère d'opportunités de reconversion dans l'agriculture.

Dans ce contexte de raréfaction de l'emploi, la charge des chefs de ménage s'accroît, contrastant avec la baisse des revenus et des ressources. Traditionnellement, les transferts se faisaient des plus jeunes vers les aînés ; la crise ne le permet plus. Les divers éléments rassemblés permettent d'avancer que le chef de ménage, même âgé, contribue à l'entretien de l'ensemble du ménage, en prenant en charge une partie de ses dépenses. Les jeunes vivent la crise, les aînés la supportent.

Effets sur le mariage

Même quand il ne fait pas plus, le chef de ménage assure le logement et c'est déjà beaucoup dans une ville comme Dakar, où le coût du logement est relativement important. Le fait que la majorité des propriétaires

soient des chefs de ménage âgés entretient l'illusion d'une situation moins tendue sur le marché de l'immobilier que sur celui de l'emploi. Mais les logements se densifient et la taille des ménages augmente, surtout du fait du départ plus tardif des jeunes de chez leurs parents. La difficulté de trouver un travail et/ou un logement a pour effet de retarder le mariage des jeunes. Le système de la grande concession familiale, qui se reproduit en ville, le retard des unions et l'hébergement prolongé des jeunes couples amoindrissent les tensions, mais le marché locatif semble de moins en moins adapté à la structure des ménages et à la demande des jeunes générations.

Alors que l'âge moyen au mariage recule rapidement, l'âge aux premiers rapports sexuels varie peu. Cela a des conséquences sur l'accès à la contraception des jeunes, sur l'augmentation des grossesses hors mariage, sur l'éducation et la santé des jeunes enfants. Face à la crise et aux incertitudes, de nouvelles structurations sociales apparaissent et s'ajoutent aux formes de sociabilité anciennes : réseaux de voisinage, réseaux religieux confrériques, réseaux politiques et familiaux, qui ne sont pas nécessairement le prolongement en ville des réseaux villageois. Leur émergence répond à des spécificités propres aux besoins d'insertion urbaine et de sociabilité dans l'agglomération de Dakar.

La crise des solidarités urbaines

Les effets des programmes d'ajustement structurel ont certainement des répercussions importantes sur les structures et les comportements démographiques et sur les structures familiales. L'ampleur de la diminution des revenus urbains et la crise du secteur agricole risquent de rendre inopérantes les régulations sociales opérées jusqu'ici par les réseaux sociaux de solidarité à base familiale. La notion de solidarité recouvre de multiples pratiques : assistance mutuelle entre voisins ou parents, tontines, aide financière ponctuelle, aide à la scolarisation, hébergement, etc. Mais ce qui fait le ressort commun de ces différentes solidarités est leur logique utilitariste.

de ménage âgés entretient situation moins tendue sur immobilier que sur celui de es logements se densifient ménages augmente, surtout t plus tardif des jeunes de ts. La difficulté de trouver un logement a pour effet de ge des jeunes. Le système ncession familiale, qui se le, le retard des unions et rolongé des jeunes couples s tensions, mais le marché e moins en moins adapté à ménages et à la demande des ns.

âge moyen au mariage re- t, l'âge aux premiers rap- varie peu. Cela a des ir l'accès à la contraception 'augmentation des grosses- s, sur l'éducation et la santé nts. Face à la crise et aux nouvelles structurations sont et s'ajoutent aux formes ciennes : réseaux de voisi- religieux confrériques, ré- s et familiaux, qui ne sont nent le prolongement en ix villageois. Leur émer- les spécificités propres aux ion urbaine et de sociabilité ation de Dakar.

olidarités urbaines

les programmes d'ajuste- ont certainement des réper- antes sur les structures et les démographiques et sur les aies. L'ampleur de la dimi- nus urbains et la crise du s risquent de rendre inopé- ations sociales opérées jus- seaux sociaux de solidarité e. La notion de solidarité iples pratiques : assistance oisins ou parents, tontines, onctuelle, aide à la scolar- nent, etc. Mais ce qui fait le i de ces différentes solidari- que utilitariste.

L'émergence de nouveaux rapports sociaux passe par une remise en cause des solidarités anciennes. En outre, avec la paupérisation et la précarité grandissante des positions professionnelles, les modes de solidarité par redistribution directe à partir des classes moyennes s'essouffent et ne serviront plus très longtemps d'amortisseur aux conséquences de la crise. On a constaté une tendance au repli sur la famille élémentaire au détriment de la parentèle. Dans ces milieux, en effet, la croyance dans le salariat comme mode de promotion sociale se dissout et la recherche systématique de revenus complémentaires s'impose. La prise de

conscience de plus en plus aiguë de cette précarité croissante rend les catégories sociales intermédiaires réticentes à la redistribution et aux prélèvements sociaux. Elle accroît même la défiance des pauvres envers les exclus.

Philippe Antoine

Source :

P. ANTOINE, «Population et urbanisation en Afrique», *La Chronique du CEPED*, n° 17, avril-juin 1995.

Afrique : un système éducatif inadapté

L'éducation absorbe une part considérable du budget des jeunes États africains. Pourtant, les résultats sont médiocres, parfois même contre-productifs. La raison est à rechercher dans l'« inadaptation » du système éducatif à la réalité africaine.

La proportion de la population en âge d'aller à l'école est en Afrique 2,5 fois plus élevée que dans les pays industrialisés. Sa croissance, de l'ordre de 3,2 % par an, est plus rapide que celle de la population totale. Le taux de dépendance, défini comme le rapport entre la population scolarisable et la population d'âge adulte, augmentera encore d'ici l'an 2000 et dépassera 0,5, alors que, durant la même période, il baissera en Asie à moins de 0,4. On estime ainsi que la population scolarisable d'Afrique subsaharienne passera de 125 à 170 millions entre 1990 et l'an 2000, soit en moyenne 4,5 millions de plus par an.

Face à cette explosion démographique, les coûts de la formation sont relativement élevés. Ils représentent en moyenne un tiers du revenu par tête dans le primaire, 1,3 fois celui-ci dans le secondaire et 10 fois dans le supérieur.

Dans les sociétés industrielles, une des fonctions essentielles de l'enseignement est de former des agents pour le marché du travail. Les ajustements se font principale-

ment par le jeu du marché. Au contraire, dans les économies africaines en crise, désarticulées, marginalisées et aux marchés rudimentaires, l'emploi et l'enseignement répondent à des dynamiques propres. Le marché du travail, susceptible d'assurer l'ajustement des deux, joue un rôle secondaire. On observe une distorsion croissante entre le système de production et le système éducatif.

La croissance démographique et la scolarisation ont conduit, jusqu'à une période récente, à une « explosion scolaire », alors que l'emploi salarié résultait principalement du secteur public et croissait à dose infinitésimale. D'où une inadaptation du système éducatif, dont les symptômes sont le chômage des diplômés, l'exode des compétences, la déqualification ou l'« analphabétisme de retour ».

La machine scolaire s'est développée rapidement, selon sa propre logique, indépendamment des conditions socio-économiques. Il en résulte une situation paradoxale.

L'Afrique à la fois surscolarisée et sous-scolarisée

D'un côté, l'Afrique demeure sous-scolarisée, eu égard à l'importance de sa popu-

Institut National
d'Études Démographiques

POPULATIONS

L'état des connaissances

La France
L'Europe
Le monde

ce PRIOUX (INED)

ERI (INED)

. Bonvalet,
page,
. Hertrich,
elièvre,
Munoz-Pérez,
. Toulemon,

Coordonné par

Henri LERIDON

et

Magali BARBIERI

Pierre CLERMONT

Alain MONNIER

Francisco MUNOZ-PÉREZ

France PRIOUX

Jacques VÉRON

gh, N. Bourgoïn,

lison,
R. Münz,
van Solinge,
. Zanou.

ÉDITIONS LA DÉCOUVERTE
9 bis rue Abel-Hovelacque
75013 PARIS

1996